

L'OCCIDENT ET LE MOYEN-ORIENT : SOYONS MODESTES !

Quel chercheur, quel responsable, quel observateur ne serait-il pas sensible à l'évolution du Moyen-Orient et aux conséquences que cette évolution peut avoir sur la vie de chacun de nous ? Les médias nous informent des horreurs qui s'y commettent lorsqu'elles dépassent la limite du supportable. Alors nous protestons, nous brandissons les valeurs que nous croyons universelles : la démocratie, les droits de l'homme etc. ; nous nous posons en donneur de leçons. Et, entraînés parfois par des leaders d'opinions (intellectuels, ONG, politiques...), nous sommes submergés par le sentiment que nous n'avons pas le droit de laisser faire, que nous devons intervenir. Intervenir militairement, bien sûr, car les systèmes d'armes dont nous bénéficions, notamment dans le domaine aérien, nous donnent pour le moment une supériorité incontestable.

Pourtant, l'analyse des événements qui ont marqué le Moyen-Orient au cours des cent dernières années montre l'importance du rôle des Occidentaux dans les processus qui ont conduit aux difficultés que nous connaissons aujourd'hui. Pour étayer ce point de vue, sans prétendre faire œuvre d'historien, nous examinerons cinq sujets :

- les accords Sykes-Picot (1916),
- le pacte du Quincy (1945),
- le soutien apporté à l'Ayatollah Khomeiny (1978-1979),
- la guerre d'Irak (2003-2011),
- l'intervention militaire en Libye (2011).

Quand nous parlons ici d'Occidentaux, nous visons essentiellement les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, éventuellement l'Italie (qui est fortement impliquée dans l'histoire libyenne). Les autres pays ont rarement été leaders, mais ils ont parfois suivi...

Bien entendu, les Occidentaux ne sont pas responsables de tous les désastres qui frappent cette région du monde. Les exactions de nombreuses dictatures, le déclenchement de certaines guerres et les violences résultant de conflits internes à la religion musulmane échappent totalement à leur influence.

Les accords Sykes-Picot

Les accords Sykes-Picot ont été conclus secrètement le 16 mai 1916 entre la France et le Royaume-Uni, avec l'aval des Russes et des Italiens. Ils prévoyaient, à la fin de la guerre, un partage du Moyen-Orient, alors partie intégrante de l'empire ottoman. (Quand nous parlons ici de Moyen-Orient, nous englobons le Poche et le Moyen-Orient, entités dont la séparation n'est pas toujours très claire). Les États-Unis n'avaient pas participé à leur élaboration, préférant mettre en avant l'argument de l'autodétermination des peuples. Mais le secret n'a pas pu être gardé bien longtemps et ces accords ont profondément heurté la communauté arabe car ils prévoyaient un remodelage et une redistribution des territoires :

- la Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie (Irak) pour Londres ;
- la Syrie et le Liban pour Paris.

Il faut en effet rappeler qu'en 1915 les Britanniques avaient promis la création d'un grand royaume arabe au chérif Hussein de La Mecque ; c'était en quelque sorte un geste de

reconnaissance pour celui qui avait lancé la révolte arabe et s'était allié aux Britanniques et aux Français contre l'empire ottoman. Malgré ces réactions, les accords Sykes-Picot, auxquels Lloyd George et Clémenceau avaient apporté quelques modifications en octobre 1918, ont été officialisés et entérinés par la Société des Nations lors de la Conférence de San Remo en avril 1920.

Cette division du Moyen-Orient s'est opérée en fonction de la répartition des ressources énergétiques, sans négliger totalement les proximités historiques entre les pays européens et les populations locales, mais sans tenir vraiment compte de la volonté des populations. Il s'agissait essentiellement de promouvoir les intérêts des deux puissances impériales de l'époque ; comme en Afrique, les tracés des frontières ont ignoré les réalités ethniques et religieuses. Ainsi de nombreuses tribus arabes, notamment dans la zone syro-irakienne, se sont retrouvées disséminées entre différents États et ont rejeté les pouvoirs centraux ; un tel rejet s'est également manifesté chez les chiites.

Avec la renaissance du nationalisme arabe, l'illégitimité des frontières ainsi définies sert d'argument en faveur de la constitution d'un État unitaire. C'est dans cette dynamique que se situe l'expansion territoriale de l'État islamique ; malgré ses revers militaires récents, son noyau dur couvre l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak, sa capitale politique est à Raqqa, en Syrie, et son pôle économique à Mossoul, en Irak. À terme, certains géopoliticiens envisagent l'émergence de trois ensembles selon leurs lignes confessionnelles : un « Sunnistan », un « Kurdistan », un (ou des) « Chiistan », ce qui sonnerait définitivement le glas des frontières issues de l'accord Sykes-Picot ; mais nous n'en sommes pas encore là

Le Pacte du Quincy

Le Pacte du Quincy a été scellé le 14 février 1945 sur le croiseur USS Quincy entre le roi Abdel Aziz Ibn Saoud, fondateur du royaume d'Arabie saoudite, et le président Franklin Roosevelt, au retour de la conférence de Yalta. Ce pacte, qui devait durer 60 ans, a été renouvelé pour une même période en 2005 par le président George W. Bush. Il garantit à la monarchie saoudienne une protection militaire en échange d'un accès au pétrole et il s'articule en quatre points :

- La stabilité de l'Arabie saoudite fait partie des « intérêts vitaux » des États-Unis qui assurent la protection inconditionnelle de la famille Saoud et accessoirement celle du Royaume contre toute menace extérieure.
- Par extension, la stabilité de la Péninsule arabique et le leadership régional de l'Arabie saoudite font aussi partie des « intérêts vitaux » des États-Unis.
- Le Royaume garantit l'approvisionnement énergétique américain : la dynastie saoudienne n'aliénera aucune parcelle de son territoire, les compagnies concessionnaires ne seront que locataires des terrains et Aramco bénéficiera d'un monopole d'exploitation du pétrole pour une durée d'au moins soixante ans.
- Le quatrième point concerne le partenariat économique, commercial et financier et la non-ingérence américaine dans les questions de politique intérieure saoudienne.

Les négociations préalables au Pacte du Quincy avaient été menées sans que les États-Unis en informent leurs alliés ; on peut aussi rappeler que le président Roosevelt avait tenté, en vain, d'obtenir l'appui du roi pour créer un foyer national juif en Palestine.

Bien qu'il trouve son origine dans le souci d'assurer la pérennité du ravitaillement en pétrole, le Pacte du Quincy est une alliance contre nature entre la puissance qui se veut la plus grande démocratie du monde et une dynastie qui affirme son caractère théocratique rigoriste. Mais il structure toujours les relations internationales au Moyen-Orient. C'est ainsi que les États-Unis ont exonéré l'Arabie saoudite de toute responsabilité dans les attentats du 11 septembre 2001 et détourné sur l'Irak la vindicte du peuple américain. Pourtant, Oussama Ben Laden et 15 des 19 membres de l'équipe terroriste étaient de nationalité saoudienne et des questions commençaient à se poser quant au financement des organisations terroristes, dont Al Qaïda.

On peut aussi supposer que ce Pacte conduit les États-Unis à affaiblir systématiquement les pays qui pourraient constituer ce qu'on appelle parfois l'arc chiite. Les exemples accréditant cette thèse sont nombreux. Récemment, analysant le contrat d'environ 90 milliards de dollars conclu pour moderniser la flotte aérienne et la marine saoudiennes (septembre 2015), le « Wall Street Journal » précisait que la transaction vise à « renforcer les capacités combatives du Royaume face à l'Iran » (sans faire peser des risques sur Israël). Cependant, la gestion de cette posture pourrait devenir délicate en raison du sentiment anti-américain qui semble se développer dans une partie de la population saoudienne.

Le soutien apporté à l'Ayatollah Khomeini

Après avoir étudié la théologie et la philosophie à Qom, Rouhollah Mousavi Khomeini y devient professeur de théologie en 1927, puis il est nommé ayatollah. Il s'engage alors dans l'opposition religieuse au régime du shah Mohammad Reza Pahlavi et à la *révolution blanche* que celui-ci mène pour la modernisation du pays, lesquelles incluent notamment le droit de vote des femmes, des réformes agraires et la modernisation du système judiciaire. A l'occasion de plusieurs prises de position parfois violentes, Khomeini est arrêté et contraint à l'exil en Turquie, puis en Irak. Mais son activisme pro-chiite indispose le pouvoir irakien. En 1978, il part pour la France avec un visa de touriste et s'installe à Neauphle-le-Château sans demander l'asile politique. Plusieurs collaborateurs, réputés plutôt libéraux, l'assistent, sous la conduite de Bani Sadr qui, assez familier de la presse, gère les demandes d'interviews.

Le discours de Khomeini se radicalise et il se fait le chantre d'une république islamique, pouvoir absolu du religieux où les clercs désigneraient le plus savant d'entre eux pour concentrer l'autorité ; un président de la République serait également élu pour s'occuper de la gestion quotidienne. Depuis Neauphle-le-Château se développe un véritable réseau de propagande qui prépare la révolution islamique ; l'Ayatollah enregistre ouvertement des cassettes audio qui seront acheminées vers l'Iran, puis reproduites et massivement rediffusées en échappant au contrôle que le gouvernement iranien exerce sur les médias classiques ; elles participeront ainsi à l'agitation révolutionnaire.

Malgré les rapports quotidiens des services de renseignements (qui avaient notamment suggéré d'expulser Khomeiny vers l'Algérie) et bien qu'ayant rappelé que notre pays n'était pas un territoire à partir duquel des appels à la violence pouvaient être lancés, les autorités françaises ont laissé faire. Et quand Khomeiny a regagné Téhéran, c'était à bord d'un Boeing 747 d'Air France chartérisé. Cette mansuétude à l'égard d'un opposant si farouche peut étonner compte tenu des liens étroits qui avaient été tissés avec le shah ; rappelons que celui-ci avait été le premier chef d'État étranger reçu au château de Versailles au début du septennat.

Quant à notre parti socialiste (qui était alors dans l'opposition), il a proclamé son soutien résolu à Khomeini et à son mouvement ; à l'Assemblée nationale, par la voix de son député Jean-

Pierre Cot, il a dénoncé par avance toute volonté d'expulsion de l'Ayatollah. Le PS a organisé une manifestation de soutien et plus tard son bureau exécutif allait même saluer la victoire de la révolution islamique.

Ce qui est étonnant, c'est que l'Ayatollah Khomeini ait exercé une véritable fascination sur l'intelligentsia et les médias de notre pays. Son charisme a séduit plusieurs intellectuels (Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Michel Foucault...) ; des comités de soutien se sont créés. Il a régulièrement rencontré les journalistes et a mené une active campagne pour le renversement du shah. Ainsi, dans un article du Monde intitulé « Le retour du divin », André Fontaine a comparé Khomeini à Jean-Paul II, évoquant le *besoin d'identité* comme un élément de dignité consubstantiel à l'homme ; la traduction de cet article a eu un certain retentissement en Iran.

La révolution islamique aurait-elle réussi sans tous ces appuis ? Il est bien difficile de répondre à cette question ; il est raisonnable de penser que son succès aurait été moins rapide.

La guerre d'Irak

La guerre d'Irak a commencé officiellement le 20 mars 2003 avec l'invasion de l'Irak par la coalition menée par les États-Unis contre le Parti Baas de Saddam Hussein. L'invasion a conduit à la défaite rapide de l'armée irakienne, à la capture et à l'exécution de Saddam Hussein et à la mise en place d'un nouveau gouvernement. Selon le discours du président G.W. Bush, il s'agissait d'une guerre préventive visant à éliminer la menace des armes de destruction massive détenues par l'Irak.

En 2002, au cours d'une tournée diplomatique, le vice-président américain Dick Cheney avait martelé que Saddam Hussein développait des armes de destruction massive. Le Premier ministre britannique, Tony Blair, sans doute attiré par le pétrole irakien, s'était rallié sans peine à ce scénario et un rapport avait été présenté quelques mois plus tard pour démontrer que l'Irak développait non seulement des armes chimiques et bactériologiques, mais aussi des armes nucléaires qui pourraient être opérationnelles en moins de cinq ans. Il s'agissait d'un pur mensonge ; d'ailleurs, très rapidement, Hans Blix et Mohamed El Baradei, à la tête des inspecteurs de l'ONU, confirmaient, devant le Conseil de sécurité, qu'ils n'avaient trouvé aucune preuve de ces allégations. On peut accessoirement rappeler que le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld s'en était pris à l'Allemagne et à la France, qui étaient opposés à cette guerre, en déclarant que ces deux alliés ne représentent plus que « la vieille Europe ».

Le désordre qui a immédiatement suivi l'agression américaine s'est traduit par des pillages et des saccages généralisés, tant dans les entreprises que dans les sites relevant de l'État (musées, hôpitaux, banques, universités, bibliothèques etc.). Le président George W. Bush a officiellement déclaré l'achèvement des combats le 1er mai 2003. Mais, à ce même moment, la répression contre les fidèles de Saddam Hussein et les membres du parti Baas se faisait de plus en plus féroce. Les forces d'opposition s'organisaient sur le terrain. Le personnage le plus représentatif de cette période est sans doute Abou Moussab Al Zarkaoui qui est passé de Syrie en Irak après la chute de Saddam Hussein et s'est introduit dans les milieux de la résistance baasiste pour déclencher un djihad, à la fois contre les Américains et leurs alliés et contre les chiites irakiens. Il inaugure la série de ses violences médiatisées en faisant exploser l'immeuble qui abrite le personnel de l'ONU à Bagdad. Il crée l'organisation Tawhid wal Jihad qui, fin 2004, deviendra *Al Qaïda en Irak*. La spirale attentats-répression se développe et s'accélère sans cesse, conduisant aux pires sévices. La guerre asymétrique s'installe entre, d'une part, les forces de la coalition et, d'autre part, des membres d'Al-Qaïda, des groupes d'insurgés sunnites

et baasistes et certaines milices chiites (dont l'armée du Mahdi). C'est l'ensemble de ces forces qui se proclamera dès 2006 État islamique d'Irak (EII).

Nous sommes déjà en pleine guerre civile ; la société irakienne s'est délitée. Le 26 février 2006, un attentat contre la Grande Mosquée de Samarra déclenche, entre les Sunnites et les Chiites, une guerre confessionnelle qui fera des centaines de milliers de morts. Le conflit s'achèvera en 2008 avec la victoire des milices chiites qui prendront le contrôle de Bagdad et en chasseront la majeure partie de la population sunnite. Nouri al-Maliki, à la tête du parti chiite Dawa, formera un gouvernement.

Aux Etats-Unis, la poursuite de la guerre devient très impopulaire dans l'opinion publique. En janvier 2007, alors que le conflit avait tué plus de trois mille soldats américains, le Congrès retire son soutien au président George W. Bush. Puis l'élection de Barack Obama en 2008 change la donne ; celui-ci définit un calendrier pour le retrait des troupes. A partir de 2009, les États-Unis se désengagent progressivement, tout en finançant des forces susceptibles de combattre l'État islamique, notamment les milices sunnites Sahwa. Alors que les milices chiites rallient progressivement le pouvoir, les Sahwa contribuent à marginaliser les djihadistes et à instaurer une relative accalmie. Le 18 décembre 2011, les forces américaines achèvent leur retrait du pays.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils lancé cette guerre ? Plusieurs hypothèses sont possibles et ne s'excluent pas nécessairement :

- Parachuter des valeurs démocratiques après avoir chassé Saddam Hussein ? S'appuyer ensuite sur un régime irakien démocratique pour prendre du recul par rapport à l'Arabie saoudite ?
- Reprendre pied dans un pays stratégique et en évincer la Chine et la Russie qui commençaient à y développer leurs intérêts ?
- Parachever le *travail* de Bush père qui, pendant la première guerre du Golfe, s'en était tenu à la résolution de l'ONU et avait renoncé à poursuivre sa campagne militaire jusqu'à Bagdad ?
- Faire entrer des grandes entreprises américaines pétrolières en Irak ?
- Anéantir durablement un pays à majorité chiite, déjà affaibli par sa guerre contre l'Iran et par les sanctions internationales prises après la guerre du Golfe ?

Il est difficile de répondre à ces questions.

Ce qui est certain, c'est que l'intervention américaine, s'appuyant sur des moyens de très haute technologie, a commencé par remporter une victoire facile. Mais, faute d'avoir imaginé et préparé l'après-guerre, faute d'avoir compris la difficulté de partager le pouvoir entre des communautés trop différentes, la victoire a été transformée en un immense désastre. Le coût, pour les Etats-Unis, est de l'ordre de 4 500 morts et 770 milliards de dollars. Pour l'Irak, c'est plus de 110 000 civils tués ; les tensions communautaires entre chiites, sunnites et kurdes sont exacerbées ; les chrétiens, dans leur quasi-totalité, ont dû fuir le pays. Aucun équilibre politique durable ne peut être imaginé. De plus, l'Iran est impliqué dans la guerre civile en Syrie car la minorité sunnite (marginalisée depuis la chute de Saddam) s'engage aux côtés de la rébellion

contre Bachar al-Assad, allié de l'Irak, et indirectement contre les chiites qui gouvernent l'Irak. Le 9 avril 2013, l'EII se proclamera « l'État islamique en Irak et au Levant » (EIII ou Daech) ; celui-ci annoncera le 29 juin 2014 le rétablissement du califat.

En une durée très courte, un mouvement terroriste a donc réussi à se transformer en une armée capable de mettre à mal l'armée syrienne ou l'armée irakienne. Il s'est armé en se servant sur place ; puis les armes saisies après la conquête de Mossoul en juin 2014 ont été utilisées pour conquérir d'autres territoires, qui ont eux-mêmes permis de s'emparer de nouvelles armes, notamment à Fallouja, à Saqlawiya, à Ramadi, à Tikrit, ainsi qu'en Syrie. Partout, les stocks sont considérables :

- mortiers soviétiques et bombes chinoises utilisées par l'armée irakienne dans la guerre contre l'Irak (1980-1988),
- armements importés à l'époque de Saddam Hussein,
- munitions et bombes récupérées après les bombardements américains,
- armes envoyées par les Etats-Unis postérieurement à l'invasion de 2003,
- armes provenant de la Russie, des Etats-Unis, de la Chine, qui les ont distribuées à des pays alliés ou à des groupes de rebelles lors des derniers conflits...

L'armement considéré ne se limite pas à des fusils d'assaut, à des armes de poing ou à des explosifs. Daesh possède aussi des chars (de fabrication chinoise, russe ou américaine), des armes anti-chars (de fabrication russe ou américaine), dont certaines à missiles guidés, et des Milan. Il est lourdement et redoutablement armé, même si le caractère hétéroclite de cet arsenal en réduit fortement l'efficacité. Des informations récentes laissent supposer que des avions appartenant à l'armée syrienne auraient été saisis par les combattants islamistes dans les provinces d'Alep et de Raqqa ; si tel est le cas, on peut imaginer que des pilotes pourraient être formés par des anciens officiers de l'armée de l'air de Saddam Hussein...

L'intervention militaire en Libye

En mars 2011, durant la révolution libyenne, dans laquelle beaucoup voulaient voir un nouvel épisode du printemps arabe, les combats entre les forces fidèles à Mouammar Kadhafi et les rebelles opposés à son régime, auraient fait des milliers de morts. Après avoir perdu beaucoup de terrain, les insurgés se sont retranchés notamment à Misrata et à Benghazi. A la veille de l'assaut final contre cette ville, ils sont menacés d'une répression sanglante. Le 10 mars, le Président Sarkozy reçoit à Paris les représentants du Conseil national de transition ; il est ainsi le premier chef d'État à reconnaître officiellement cet organe de l'insurrection comme seul représentant du pays. Le lendemain, la France, avec le soutien du Royaume-Uni, demande au sommet de Bruxelles l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. La chancelière allemande Angela Merkel refuse et recueille le soutien d'une majorité des Etats de l'Union Européenne. Le président Sarkozy se retrouve isolé lors du sommet du G8 à Paris.

Cependant, au Moyen-Orient, sous l'influence du Qatar et de de l'Arabie saoudite (dont le roi Abdallah est personnellement très hostile au Colonel Kadhafi), la Ligue arabe demande, elle aussi, l'instauration de cette zone d'exclusion aérienne, ce qui permet à la France de relancer une bataille diplomatique au Conseil de sécurité des Nations-unies. L'avancée des troupes de

Kadhafi sur Benghazi est telle qu'un massacre de grande ampleur est fortement redouté. Le président Obama rejoint le président Sarkozy et le premier ministre Cameron. Le 17 mars, le conseil de sécurité vote la résolution instaurant une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire libyen. Le 18 mars, le régime de Mouammar Kadhafi déclare se conformer à la résolution de l'ONU et annonce un cessez-le-feu ; ses opposants estiment cependant qu'il s'agit d'une ruse visant à gagner du temps et que les bombardements se poursuivent. Le 19 mars, les pays concernés se réunissent à Paris pour un sommet spécial sur les éventuelles frappes contre les forces gouvernementales

Ce dont le Président Sarkozy et ses conseillers (au premier rang desquels le philosophe Bernard-Henri Lévy) ne semblent pas avoir eu conscience, c'est qu'ils allaient être pris dans un engrenage qui les entraînerait plus loin qu'ils ne l'envisageaient à l'origine. De la zone d'interdiction aérienne au-dessus de la Libye qui devait judicieusement empêcher l'aviation de Kadhafi de bombarder les insurgés de Benghazi, on est rapidement passé à des opérations d'envergure sur l'ensemble du territoire libyen en appui aux forces rebelles, puis au renversement et à l'assassinat sauvage de Mouammar Kadhafi qui, au début du septennat, avait pourtant été reçu à Paris de manière particulièrement fastueuse, amicale et originale.

Une fois Kadhafi renversé, les Occidentaux disparaissent de la scène, laissant les Libyens se débrouiller avec l'héritage. Le pays s'effondre. Le vide créé par la disparition des structures de l'État est rempli par des milices multiples et variées. La Libye est un pays fracturé où chacun se replie sur son identité primaire (le village, la tribu...), un pays qui entre dans la spirale autodestructrice de la guerre de tous contre tous. Le désordre règne, avec deux gouvernements rivaux :

- l'un à Tobrouk, issu des dernières élections légales et bénéficiant donc de la reconnaissance internationale,
- l'autre à Tripoli, soutenu par une coalition de milices islamistes.

Les Touaregs, qui étaient très proches de Kadhafi, réagissent fortement :

- de nombreux militaires touaregs quittent l'armée libyenne, emportant leurs armes, pour rejoindre les insurgés du MNLA (mouvement national de Libération de l'Azawad) au nord du Mali ;
- les miliciens touaregs prennent le contrôle du Sud-Ouest du pays, mais ils sont très contestés par les Toubous.

Le chaos s'installe et, comme il n'y a plus de contrôle sur les frontières, il menace les pays voisins et favorise la progression de Daesh. Les armes et les combattants que contrôlait Kadhafi se sont répandus dans les pays voisins, de l'Égypte à la Tunisie et dans tout le Sahel. Selon François Fillon, « l'opération française en Libye (aussi justifiée soit-elle sur le plan moral) aura eu pour conséquence de disloquer cet État et de métastaser le Sahel. » La poussée des djihadistes au Mali, qui a provoqué l'intervention française en 2013, est l'une de ces *métastases*. Aujourd'hui :

- d'immenses vagues d'immigrants issus de Libye ou transitant par ce pays traversent la Méditerranée au péril de leur vie et arrivent sur les côtes européennes ;

- l'émissaire des Nations-Unies, Bernardino Leon, tente de rapprocher les deux gouvernements rivaux, ce qui constituerait un premier pas vers une stabilisation de la situation ;
- l'Égypte du maréchal-président Sissi est en première ligne parmi les pays qui veulent « pacifier » la Libye, surtout depuis l'assassinat de chrétiens coptes ; elle a mené des raids aériens sur un fief djihadiste dans l'Est du pays ;
- la Libye devient l'épicentre de la menace terroriste et criminelle ; elle menace particulièrement la sécurité nationale tunisienne.

Quelles conclusions en tirer ?

Comme nous l'avons souligné au début de cet article, il serait absurde de rendre l'Occident responsable de tous les drames que connaît aujourd'hui le Moyen-Orient. Néanmoins, on ne peut nier qu'il a été un acteur majeur de plusieurs processus historiques qui ont profondément modelé les frontières et les zones d'influence de cette région.

D'autre part, les Occidentaux tirent un immense sentiment de supériorité de la pratique de la démocratie et des valeurs qu'ils lui associent (comme la liberté, l'égalité et la fraternité) ; ils sont toujours très désireux de les exporter dans les autres parties du monde. Cette ambition qu'on ne saurait blâmer se heurte cependant à deux objections :

- Les frontières des pays du Moyen-Orient ont été tracées, notamment à la suite des accords Sykes-Picot, en tenant compte des richesses naturelles, mais en négligeant les aspects ethniques, culturels et religieux. Exception faite de rares pays qui, comme l'Iran, bénéficient d'un très riche héritage culturel, cette situation ne favorise pas la formation de véritables peuples. Si on admet que la démocratie, c'est *le gouvernement du peuple par le peuple*, comment peut-on parler de démocratie quand il n'y a pas de peuple ?
- Nos valeurs doivent être affirmées avec force, mais aussi avec une certaine modestie. Par exemple, s'agissant de l'égalité, est-il normal qu'un pays se pose en donneur de leçons quand, sur son propre territoire, les inégalités s'accroissent de jour en jour .

L'arrogance occidentale et la posture de donneurs de leçons que nous adoptons si volontiers sont devenues insupportables, même auprès de ceux qui seraient disposés à travailler avec nous pour construire un monde plus paisible.

Dans les interventions extérieures menées par les grandes puissances occidentales au Moyen-Orient, le scénario est très souvent le même : la première phase, purement militaire, est assez facile, mais les vraies difficultés commencent après. Il n'y a jamais la volonté, le savoir-faire et la persévérance qui auraient été nécessaires pour anticiper et gérer cet après. De plus, le monde entier a pu constater que les pays occidentaux ne parvenaient pas à mobiliser des effectifs militaires importants sur une longue période : le temps joue donc en faveur de nos adversaires. Dans ce cadre, les interventions militaires ne résolvent rien et leurs effets pervers aggravent le mal. Ces effets peuvent être accentués lorsqu'un pays ou une coalition qui agit au nom de l'ONU outrepassent le mandat qui lui a été confié ; mais l'expérience montre qu'il est difficile de résister à cette tentation. En général, on peut dire que, dans les affrontements que connaît le Moyen-Orient, il y a rarement une solution militaire et rarement une solution globale ;

il n'y a que des paix locales qu'il s'agit de trouver par le dialogue, par les initiatives de développement et par la réconciliation. C'est difficile, mais c'est la seule solution.

Dans notre pays, les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, sont poussés à intervenir militairement par des leaders d'opinion désireux de mettre fin aux atrocités dont les médias se font l'écho, par des ONG, peut-être par des *lobbies* et même par des *intellectuels*. On peut aussi noter que le déclenchement d'interventions militaires crée une sorte d'union nationale qui fait momentanément oublier les difficultés de politique intérieure auxquelles le pouvoir est confronté. Bien sûr, nous avons le devoir d'empêcher les actes de barbarie et nous avons la volonté de venir en aide à des populations désespérées... Mais, sans tomber dans le piège d'une dérision facile, nous ferons deux observations :

- N'y a-t-il pas une certaine incohérence à vouloir instaurer un ordre nouveau loin de nos frontières, alors que nous ne sommes pas capables de faire respecter la loi républicaine dans nos banlieues et nos quartiers ?
- Peut-on sérieusement multiplier les théâtres d'intervention alors que, depuis plus de vingt ans, les circonstances nous conduisent à réduire considérablement les budgets de notre défense ?

La vocation de la France devrait être en priorité le dialogue, l'indépendance, le respect des différences, en s'appuyant sur le droit international et sur la coopération.

Enfin, bien que la lutte contre le terrorisme ne soit pas l'objet de cet article, nous pouvons tirer de ce qui précède quelques principes pour notre action :

- éviter tout ce qui peut légitimer l'action de l'adversaire ; ne pas entrer dans une logique où chaque terroriste abattu devient un martyr qui permet le recrutement de plusieurs autres terroristes ;
- favoriser la stabilité et ne jamais susciter un chaos dont Daesh saurait profiter ; quoi qu'on puisse penser du Shah, de Saddam Hussein ou de Kadhafi, il faut bien reconnaître que leur élimination a considérablement dégradé la situation de leurs pays et favorisé le développement du terrorisme ;
- s'interdire de transférer dans les régions en crise des armes qui risqueraient de tomber aux mains de Daesh et donc de le renforcer ;
- avoir un discours ferme vis-à-vis des pays ou des organisations qui contribuent à financer des groupes terroristes.

Claude Liévens